



Pour une politique d'asile humaine et solidaire

Le nombre de personnes en fuite n'avait plus été aussi élevé qu'aujourd'hui depuis des décennies.¹ Les requérant-es d'asile ont généralement plusieurs raisons (à la fois) d'entreprendre un voyage souvent très dangereux et de chercher protection dans un autre pays : dans de nombreux pays, les conflits, les violations des droits humains et les catastrophes climatiques forcent les gens à fuir. À cela s'ajoute la guerre qui fait rage en Europe depuis un an et demi : le conflit en Ukraine pousse lui aussi un nombre croissant de personnes à venir se réfugier en Suisse.² Pour le PS Suisse, il est très important que les personnes en fuite puissent continuer de trouver une protection ici.

Depuis des mois, l'UDC mène une campagne électorale tapageuse de bas étage sur le dos des plus faibles : avec sa formule inlassablement répétée selon laquelle il y aurait trop de réfugié-es en Suisse et qu'ils/elles ne seraient « pas les bon-nes », ce parti attise les peurs et encourage le dénigrement des personnes qui ont besoin de notre soutien. La politique de fermeture de l'UDC, indigne d'une Suisse humanitaire, débouche sur son exigence, totalement déconnectée de la réalité et contraire à la Convention sur les réfugié-es, de délocaliser les procédures d'asile à l'étranger. Il n'y a pas de « chaos de l'asile » en Suisse, mais l'UDC souhaite que tel soit le cas et, par ses polémiques et sa politique, affaiblit sciemment le système d'asile.

Le PS Suisse défendra toujours le droit d'asile contre la campagne de dénigrement menée par la droite ! Nous sommes bouleversé-es par les tragédies qui se produisent sur les routes de l'exil. Faute de voies de fuite sûres, les réfugié-es sont exposé-es à des violations massives des droits humains. Des milliers d'êtres humains se noient en Méditerranée.³ Les personnes qui s'engagent volontairement en Méditerranée en faveur des migrant-es en quête de protection sont en outre criminalisées. Il est inadmissible que celles et ceux qui sauvent des vies doivent s'attendre à se voir infliger des peines privatives de liberté. Il est essentiel de créer des voies de fuite légales. Les solutions doivent être européennes. Or, actuellement, nous observons avec inquiétude les développements en lien avec le Pacte européen sur la migration et l'asile⁴ : les procédures d'asile aux frontières de l'UE servent avant tout à renforcer l'attitude de fermeture et à accélérer les expulsions sans procédure d'asile

¹ À ce sujet, voir : Statistiques du HCR, <https://www.unhcr.org/refugee-statistics/>

² SEM, Statistiques sur l'immigration, février 2023, <https://www.sem.admin.ch/sem/fr/home/publiservice/statistik/auslaenderstatistik/monitor.html>

³ Voir, par exemple, ce qui s'est passé il y a quelques jours en Grèce : [500 Tote bei Untergang von Flüchtlingsboot : Warum die Tragödie hätte verhindert werden können \(\(500 morts dans le naufrage d'un bateau de réfugiés : pourquoi la tragédie aurait pu être évitée\) | Tages-Anzeiger \(tagesanzeiger.ch\).](https://www.tagesschau.de/ausland/mittelmeer-500-tote-20230824.html)

⁴ Pour plus d'informations à ce sujet, voir : [Politique de l'UE en matière de migration et d'asile – Consilium \(europa.eu\).](https://www.europa.eu/fr/policies/migration)

équitable. De plus, le principe de non-refoulement risque d'être violé. Il n'est pas acceptable que la Suisse et l'UE s'orientent vers des procédures aussi inhumaines.

Une autre politique d'asile est possible et serait efficace : les personnes en quête de protection en provenance d'Ukraine ont été accueillies à bras ouverts en Suisse et dans l'UE. En outre, le statut S a permis de créer promptement une solution donnant aux réfugié-es la possibilité de s'intégrer rapidement et facilement, sur les plans tant professionnel que privé. Cela montre une chose : si nous le voulons en tant que société, la solidarité avec les personnes en fuite est tout à fait possible. Voilà pourquoi nous demandons également une révision du statut F⁵ : celles et ceux qui doivent rester longtemps en Suisse parce que les guerres rendent leur retour impossible doivent aussi pouvoir y construire une nouvelle vie.

Le PS Suisse s'engage depuis toujours pour une politique d'asile juste et humaine. Pour nous, il est clair que nous défendrons toujours le droit à la protection contre la persécution et la violence. Cela vaut pour les personnes qui fuient l'Ukraine comme pour les réfugié-es venu-es de Syrie, d'Iran, du Yémen, d'Afghanistan, etc. Les crises mondiales vont nous confronter à d'autres défis. Aujourd'hui déjà, beaucoup trop de réfugié-es fuyant la guerre et les catastrophes ne trouvent pas de protection appropriée. Contrairement à ce que demande l'UDC, la Suisse doit assumer davantage de responsabilités dans ce domaine. Personne ne doit mourir aux frontières de l'Europe parce que nous y élevons des murs. La politique d'asile axée sur la dissuasion et le retour s'est révélée une impasse. Nous demandons la mise en place d'une politique d'asile qui dès le départ investit dans l'intégration et, donc, dans la formation.

Les revendications du PS Suisse :

- **Nous voulons faire en sorte que moins de personnes soient obligées de fuir :** pour cela, nous voulons lutter contre les causes de la fuite, comme le changement climatique. Nous pouvons également y parvenir grâce à notre politique de paix et à des efforts diplomatiques. À cet égard, il est crucial que la Suisse s'engage pour le respect des droits humains dans le monde entier. La protection du climat est également une tâche très importante dans la lutte contre les causes de fuite. Enfin, la responsabilité des grandes multinationales fait également partie de la lutte contre les causes de l'exode : il faut que les multinationales soient obligées d'assumer leurs responsabilités et ne détruisent pas les moyens de subsistance des populations locales par des opérations commerciales sans scrupules.
- **Nous appelons de nos vœux une politique d'asile commune et européenne :** en ce qui concerne l'accord de Dublin ainsi que le Pacte de l'ONU sur les migrations et le Pacte de l'UE sur la migration et l'asile, il est essentiel que la Suisse ait elle aussi son mot à dire. Ce n'est qu'en coordonnant nos efforts avec ceux des pays voisins que nous pourrons garantir la création de voies de fuite légales et le maintien du droit d'asile. Le PS soutient clairement une politique d'asile humanitaire, coordonnée au niveau européen et fondée sur l'état de droit. Cela implique également une répartition

⁵ Beobachter, Aufenthaltsstatus von Flüchtlingen : Was wird aus dem Status F? (Statut de séjour des réfugié-es : que va-t-il advenir du statut F ?), <https://www.beobachter.ch/politik/aufenthaltsstatus-von-fluechtligen-was-wird-aus-dem-status-f-384420>

équitable des charges et des personnes en fuite entre les États européens, y compris la Suisse.

- **Nous demandons que la politique d'asile menée en Suisse place le besoin de protection au centre des préoccupations** : contrairement à l'UDC, nous ne cherchons pas à attiser la haine contre les personnes en quête de protection, mais à leur offrir la protection dont elles ont besoin. Cela passe par une révision du statut F, afin que les nouveaux motifs de fuite, comme le changement climatique, soient également reconnus et que toutes les personnes ayant besoin de protection soient en sécurité et traitées sur un pied d'égalité en Suisse. En outre, l'intégration doit être renforcée dès la première heure. De plus, toutes les personnes en quête de protection doivent trouver une place dans des hébergements décents. Enfin, cela implique aussi que les personnes nouvellement arrivées en Suisse ne soient pas victimes d'exploitation : des salaires minimums décents et de réelles perspectives d'avenir sont autant de moyens de se prémunir contre ce fléau.